

Effondrement Économique À Jérusalem-Est : Stratégies de relance

Description

Par Nur Arafah, 30 novembre 2016

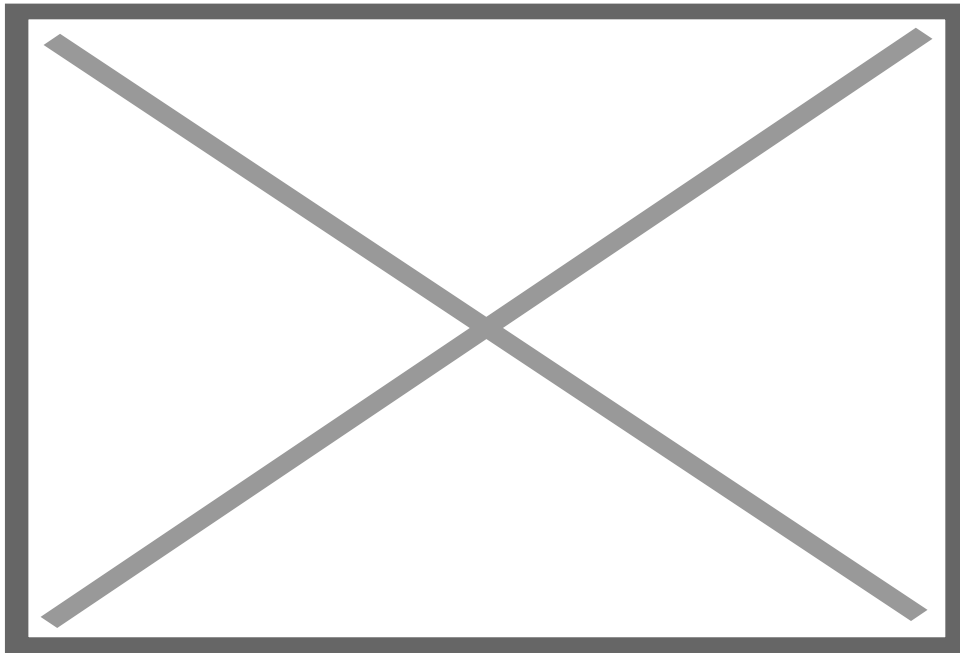


Photo: Mahfouz Abu Turk

Présentation

De façon inhabituelle et après des années de négligence, des délégations américaines et européennes se sont récemment rendues à Jérusalem-Est avec des agences de développement. Elles se sont montrées plus intéressées à « faire quelque chose » sur la détérioration de la situation socio-économique. De plus, l'Autorité Palestinienne (AP) travaille, après un silence prolongé, à l'actualisation du Plan Stratégique Multisectoriel de Développement 2011-2013 pour Jérusalem-Est (1).

On peut craindre que l'élection de Donald Trump n'étouffe ces initiatives tardives et bienvenues. Il est aussi problématique que ces délégations se concentrent sur le développement économique quand la réalité est qu'un véritable développement économique n'est pas possible sans progrès sur le front politique pour libérer le territoire palestinien occupé et respecter les droits des Palestiniens dans le cadre

dâ??une paix juste et complÃ´te.

Cette note de Nur Arafeh, qui est chargÃ©e de mission politique dâ??Al-Shabaka, est centrÃ©e sur lâ??effondrement Ã©conomique de JÃ©rusalem-Est, dÃ©libÃ©rÃ©ment orchestrÃ© par IsraÃ©l, qui rend la ville pratiquement invivable aux Palestiniens de maniÃ¨re Ã© assurer sur elle le contrÃ´le des Juifs. De cette maniÃ¨re, la note vise Ã© fournir Ã© ceux qui se soucient du sort de la ville, lâ??analyse nÃ©cessaire Ã© comprendre les objectifs dâ??IsraÃ©l ainsi que certaines prescriptions de politique publique pour stimuler le dÃ©veloppement Ã©conomique. La note se concentre sur la dÃ©tÃ©rioration de deux secteurs qui ont constituÃ© les principaux atouts stratÃ©giques de JÃ©rusalem, le tourisme et les commerces de la Vieille Ville, ce qui illustre lâ??effondrement Ã©conomique. Elle explore Ã©galement les initiatives prises Ã© JÃ©rusalem-Est pour encourager le *soumoud*, ou tÃ©nacitÃ©, qui dÃ©fie la multitude dâ??obstacles imposÃ©s par les autoritÃ©s de lâ??occupation israÃ©lienne et conclut par des recommandations pour renforcer le *soumoud* dans la ville et restaurer sa capacitÃ© pour un dÃ©veloppement Ã©conomique limitÃ©.

Un secteur du tourisme assiÃ©gÃ©

JÃ©rusalem-Est a Ã©tÃ© une destination touristique majeure pendant des dÃ©cennies. AprÃ©s 1948, quand la Cisjordanie, dont JÃ©rusalem Est, est passÃ©e sous juridiction jordanienne, le tourisme Ã©tait le secteur le plus important de lâ??Ã©conomie de JÃ©rusalem Est. En 1966, ce secteur reprÃ©sentait 14% du PIB de la Cisjordanie et gÃ©nÃ©rait beaucoup dâ??emplois, ce qui augmentait les revenus et amÃ©liorait le niveau de vie. Cela a conduit Ã© une hausse des investissements publics et privÃ©s dans les Ã©quipements et les services liÃ©s au tourisme. Les services liÃ©s au tourisme Ã©taient bien dÃ©veloppÃ©s en 1967, en comparaison dâ??autres services.

Pour autant, du fait de lâ??occupation israÃ©lienne et de lâ??annexion illÃ©gale de JÃ©rusalem-Est en 1967, le secteur du tourisme a commencÃ© Ã© stagner. Par exemple, il y a eu un changement radical dans le nombre de chambres dâ??hÃ©tel entre les parties ouest et est de la ville. Entre 1968 et 1979, le pourcentage de chambres dâ??hÃ©tel situÃ©es Ã© JÃ©rusalem-Est a dÃ©clinÃ© de 60% Ã© 40%. Face Ã© une hausse de 20% du revenu du tourisme Ã© JÃ©rusalem Est entre 1969 et 1973, ce secteur cÃ©tÃ© israÃ©lien a enregistrÃ© une hausse de 80% pendant la mÃªme pÃ©riode. Au milieu des annÃ©es 1980, 80% des rÃ©servations touristiques Ã©taient faites dans la partie israÃ©lienne (2).

Le tourisme Ã© JÃ©rusalem-Est : un aperÃ§u du dÃ©clin

14% : part de JÃ©rusalem-Est dans le PIB de la Cisjordanie en 1996 (CNUCED, 2013)

20 points : dÃ©clin du nombre de chambres dâ??hÃ©tel de JÃ©rusalem-Est â?? 60% en 1968i? 40% en 1979 (Dumper, 1997)

41% : baisse du nombre d'hôtels dans le gouvernorat de Jérusalem de 2009 à 2016 (PCBS, 2016)

12% : part des séjours touristiques à Jérusalem-Est contre 88% à Jérusalem Ouest (JIIS, 2014)

Les actions punitives d'Israël pendant la première et la deuxième Intifada, telles que les couvre-feux et les ponctions fiscales, nuisent encore davantage au développement du secteur touristique de Jérusalem Est. De plus, la construction du Mur par Israël en 2002 et l'intensification subséquente des restrictions imposées au développement de Jérusalem-Est ont particulièrement nui au secteur parce que de telles actions ont isolé la ville du reste du territoire palestinien occupé (TPO). Au nombre des obstacles on compte de lourdes procédures d'octroi de permis de construire des hôtels ou de convertir des bâtiments en hôtels, des impôts locaux élevés, une infrastructure physique et économique faible, et la rareté du foncier. De plus, alors que le développement de l'industrie du tourisme israélienne jouit d'un soutien gouvernemental considérable, le secteur palestinien du tourisme ne dispose que d'investissements privés insuffisants et manque d'un soutien significatif de l'AP.

Le nombre d'hôtels en activité à Jérusalem-Est a donc décliné. Entre 2009 et 2016, le nombre d'hôtels dans le gouvernorat de Jérusalem a diminué de 41%, de 34 hôtels en 2009 à 20 au second semestre 2016 (3). Quelques hôtels ont récemment été transformés en bureaux, par exemple l'hôtel du Mont Scopus, tandis que l'hôpital Al-Makassed a acquis l'hôtel Alcazar à Wadi El-Joz. Et même, alors que 34% des hôtels du TPO étaient situés à Jérusalem Est en 2009, la proportion est tombée à 18% en juin 2016. La part de visiteurs du TPO qui séjournent à Jérusalem-Est a aussi baissé de 48% en 2009 à 23% pour la première moitié de 2016.

L'étouffement du développement de l'industrie touristique palestinienne, combiné à la perception négative des déplacements dans les régions palestiniennes (principalement propagée par Israël) a conduit un nombre croissant de touristes à séjourner dans des hôtels de Jérusalem Ouest. Selon l'Institut de Jérusalem pour les études d'Israël, 88% des touristes choisissaient des hôtels à Jérusalem Ouest en 2013, pour seulement 12% à Jérusalem-Est. Les hôtels de Jérusalem Ouest ont donc connu une hausse de 90% des revenus de l'hôtellerie cette année-là (4).

D'autres facteurs ont affaibli le secteur du tourisme à Jérusalem Est : ce sont le rythme saisonnier des pèlerinages chrétiens et musulmans, source principale de l'activité économique de la ville, la concurrence accrue entre les activités liées au tourisme du fait de leur concentration géographique, l'instabilité politique, un faible avantage dans la concurrence, le manque d'un produit touristique palestinien unique et l'absence

dâ??une vision palestinienne claire et dâ??une stratÃ©gie promotionnelle de lâ??industrie touristique palestinienne.

Lâ??Ã©conomie de la Vieille Ville suffoque

La Vieille Ville de JÃ©rusalem occupait une grande part de lâ??Ã©conomie de JÃ©rusalem-Est, attirant des clients arabes et palestiniens aussi bien que des touristes. Sa rÃ©cession actuelle est un exemple Ã©loquent de la marginalisation Ã©conomique qui a affaibli lâ??Ã©conomie et rendu la vie Ã JÃ©rusalem-Est de plus en plus difficile pour les Palestiniens (5).

Le recul des places commerciales dans la Vieille Ville a Ã©troitement liÃ© la dÃ©terioration du secteur touristique de JÃ©rusalem-Est. Dans les annÃ©es 1970 et 1980, les activitÃ©s Ã©conomiques de la Vieille Ville ont reposÃ© de faÃ§on croissante sur le tourisme, avec un dÃ©ferlement de visiteurs. Avec ce changement est aussi intervenu un changement dans la nature des commerces : tandis que la Vieille Ville Ã©tait connue pour ses industries traditionnelle et ses commerces â?? par exemple le Souk al-â??Attarin (Ã©pices), le Souk al-Lahamin (viande), et le Souk al-Qattanin (coton) â?? elle a lentement perdu ces marchÃ©s de niches Ã mesure que les marchands transformaient leurs boutiques en Ã©choppes de souvenirs puisque câ??Ã©tait plus rentable Ã lâ??Ã©poque. La marginalisation Ã©conomique de JÃ©rusalem-Est qui en est dÃ©coulÃ©e et le dÃ©clin des activitÃ©s touristiques ont contribuÃ© Ã nourrir le dÃ©clin des activitÃ©s commerciales de la Vieille Ville.

Cette situation fut encore aggravÃ©e par la lourdeur des taxes imposÃ©es par les autoritÃ©s israÃ©liennes pour entraver lâ??activitÃ© Ã©conomique. Les marchands palestiniens doivent payer six impÃ´ts : lâ??*arnona* ou taxe fonciÃ©re, la TVA, lâ??impÃ´t sur le revenu, lâ??assurance nationale, la taxe sur les salaires et la licence. Lâ??incapacitÃ© de la plupart dâ??entre eux Ã sâ??acquitter de ces taxes, vu le dÃ©clin de leur activitÃ©, les a endettÃ©s. Les autoritÃ©s israÃ©liennes leur ont donnÃ© des incitations gÃ©nÃ©reuses Ã vendre leur commerce sâ??ils ne peuvent payer les taxes, utilisant ainsi la fiscalitÃ© comme outil de confiscation des biens palestiniens et dâ??expansion du contrÃ´le juif sur la Vieille Ville et de sa colonisation.

De plus, dans un effort pour maintenir bas les prix des produits de base, les commerÃ§ants palestiniens sont devenus de plus en plus dÃ©pendants de lâ??importation de produits Ã©trangers et israÃ©liens. Le rÃ©sultat est que les commerces de la Vieille Ville, qui Ã©taient connus pour la grande qualitÃ© de leurs marchandises, sont dÃ©sormais connus pour vendre des produits de basse qualitÃ©.

QualitÃ© de la vie dans la Vieille Ville: son dÃ©clin en chiffres

12% : taux de chômage dans la Vieille Ville en 2012 (ARIJ, 2012)

54 : nombre de magasins fermés dans le souk Al-Qattanin de la Vieille Ville en octobre 2015 (Al-Haq, 2015)

81,8% : part des habitants palestiniens de Jérusalem Est vivant sous le seuil de pauvreté en 2014 contre 28,4% des habitants juifs (JIIS, 2016)

86,6% : part des enfants palestiniens vivant sous le seuil de pauvreté en 2014 contre 41,6% des enfants juifs (JIIS, 2016)

La perte substantielle de compétitivité est accompagnée de l'émergence de nouveaux centres commerciaux, tels Salah Al-Din, Shouafat, Beit Hanina, Al-Ram, et Ramallah, plus faciles d'accès et donc plus attractifs pour les Palestiniens, en particulier après la construction du Mur et du régime sévère de permis de se déplacer imposé par les autorités israéliennes. Par exemple des gens qui vivent à Abou Dis font leurs courses soit à Abou Dis soit se déplacent vers le sud, à Bethléem ou à Hébron, plutôt que d'aller à Jérusalem Est (*alors qu'à Abou Dis touche Jérusalem, ndlt*), ce qui leur prendrait des heures pour traverser les checkpoints imposés par Israël. Selon un rapport de 2012 de l'Association pour les Droits Civils en Israël, seulement 4% de ceux qui vivent de l'autre côté du Mur ont continué à faire leurs courses à Jérusalem, contre 18% auparavant.

La combinaison de nouveaux centres commerciaux, du fardeau pesant des taxes, du déclin du secteur touristique et du faible pouvoir d'achat des Palestiniens de Jérusalem Est, a asphyxié l'économie de la Vieille Ville. Le taux de chômage de la Vieille Ville était de 12% en 2012, les travailleurs du tourisme, du commerce et de l'industrie en étant les plus affectés. De plus, selon la Chambre de Commerce et d'Industrie Arabe de Jérusalem, plus de 200 boutiques sont actuellement fermées dans la Vieille Ville. Les boutiques qui restent ouvertes ne peuvent pas être ouvertes tard le soir parce qu'elles n'ont pas les moyens d'en assurer le coût. Cela a conduit au phénomène connu sous le nom de « Jérusalem se couche tôt » en vertu duquel les habitants de Jérusalem passent leurs soirées et weekends à Ramallah ou à Bethléem plutôt que dans la ville.

Le récent soulèvement a encore exacerbé cette situation, étant donné en particulier l'accroissement des mesures de sécurité israéliennes. Au début d'octobre 2015, Israël a mis en place des blocs de béton barrant la route et des checkpoints dans plusieurs quartiers de Jérusalem, de même que des barrières dans et hors de la Vieille Ville. Selon un rapport de Al-Haq, les autorités israéliennes ont créé plus de 30 checkpoints et points d'observation dans la Vieille Ville le mois dernier, dont quatre détecteurs électroniques, qui limitent sévèrement les mouvements des Palestiniens et des touristes. Les commerçants palestiniens ont aussi été soumis à des punitions arbitraires comme

des arrestations sous le prétexte qu'ils ne se portaient pas au secours d'Israéliens attaqués par des Palestiniens.

L'ambiance de peur qui en découle parmi les Palestiniens et les touristes a entraîné un déclin supplémentaire de la consommation dans la Vieille Ville, affaiblissant l'activité économique et conduisant plusieurs commerces à fermer. Selon le 6^{ème} rapport de Al-Haq, 54 magasins ont fermé dans le souk Al-Qattanin entre le 1^{er} et le 23 octobre. D'autres commerces n'ont ouvert que quelques heures par jour du fait du manque de clientèle et plusieurs commerçants palestiniens cherchent un emploi sur le marché du travail israélien.

Les commerçants palestiniens ont aussi été soumis à la concurrence de commerçants juifs israéliens, en particulier parce que ces derniers ont reçu des avantages pécuniaires du gouvernement israélien depuis le récent soulèvement. Selon les commerçants palestiniens interviewés par l'auteur, chaque commerçant juif de la Vieille Ville a reçu 70 000 shekels (plus de 17 000 \$) de la municipalité de Jérusalem et une réduction de 50% de la taxe *arnona*, en plus du soutien financier qu'ils reçoivent de diverses organisations israéliennes qui soutiennent les colonies illégales dans le TPO (6). Pendant ce temps, le Haut Comité des Affaires de Jérusalem a prévu d'allouer 3 000 dollars (2 870 \$) à chaque commerçant palestinien de la Vieille Ville, un montant que les commerçants considèrent trop faible pour couvrir même partiellement leurs dettes (7).

L'orchestration par Israël de la récession économique dans la Vieille Ville, en ligne avec ses autres politiques telle la démolition de maisons, une fourniture discriminatoire de services qui voit les habitants palestiniens être moins desservis mais payer les mêmes taxes que leurs homologues juifs, et la révocation de cartes de résidents, rendent la vie de plus en plus difficile aux Palestiniens. Cela va de pair avec les efforts continuels d'Israël pour accélérer sa colonisation de Jérusalem Est, dont la Vieille Ville, en attendant ses colonies.

« La marginalisation économique de Jérusalem-Est et le déclin de l'activité touristique a contribué à nourrir le déclin des activités commerciales dans la Vieille Ville »

L'extension des colonies est soutenue par des organisations de droite telle que Ateret Cohanim () au cœur de quartiers palestiniens, dans le but de créer une majorité juive dans la Vieille Ville et dans l'ensemble de Jérusalem Est. Ces organisations bénéficient d'une assistance importante de la part de l'État qui met à disposition des services de sécurité privés pour la protection des colons, en particulier lors des expropriations de propriétés palestiniennes. L'État finance également des projets de

développement dans des enclaves de colonies et facilite le transfert de propriétés palestiniennes à des organisations de droite via des organismes tels que le Fonds National Juif et le Gardien des Biens des Absents.

En dépit d'une intense expansion des colonies, les Juifs ne représentent qu'environ 10% de la population de la Vieille Ville. Pourtant, les institutions religieuses et éducatives juives s'y sont multipliées (8). Des efforts ont notamment été faits pour encercler le domaine Al-Aqsa à l'intérieur et à l'extérieur de la Vieille Ville par des sites juifs dans une tentative de judaïser le paysage touristique. Le principal succès des colons jusqu'à présent a été la construction du parc à thème biblique, « La Cité de David » qui entoure les murs de la Vieille Ville et qui inclut la plus grande part du quartier de Wadi Hilwa à Silwan, au sud. Le groupe de colons El-Adgare le parc, qui est un des sites touristiques les plus visités de Jérusalem « ville juive », ce qui inclut d'effacer la présence physique et l'histoire palestiniennes.

L'effondrement économique de Jérusalem-Est, décrit dans cette note avec un accent sur le tourisme et sur l'activité commerciale de la Vieille Ville, a naturellement conduit à la détérioration des conditions socio-économiques des Palestiniens. Selon l'Institut de Jérusalem pour les Études Démographiques, 81,8% des habitants de Jérusalem-Est et 86,6% des enfants palestiniens vivaient sous le seuil de pauvreté en 2014, comparés à 28,4% des habitants et 41,6% des enfants dans la population juive.

La force du *Soumoud* (tenacité) à Jérusalem-Est

Malgré les obstacles économiques auxquels elle fait face, Jérusalem-Est demeure au premier plan des stratégies de *soumoud* de la société civile palestinienne. Ces stratégies se focalisent sur l'assurance que les Palestiniens restent enracinés sur leur terre sous la menace de sa confiscation, la création de conditions socio-économiques qui aident les Palestiniens à supporter la politique israélienne, le maintien de l'identité politique et du patrimoine culturel de la ville, et la promotion d'un développement contrôlé par la communauté.(9)

Plusieurs initiatives visent à préserver la présence palestinienne dans la Vieille Ville face à l'expansion des colonies. Par exemple, Burj al-Luqluq, centre communautaire fondé en 1991, a été construit dans le quartier de Bab al-Hutta sur une terre qui était menacée d'expropriation pour y construire une colonie. D'autres institutions travaillent explicitement à la préservation du patrimoine culturel et du paysage touristique palestinien de la Vieille Ville tandis que la politique israélienne de judaïsation essaie de les effacer. Par exemple dans la Vieille Ville, le programme de restauration de l'Association Bien-être concentre ses efforts sur la réhabilitation des logements, la fourniture de services culturels, sociaux, commerciaux et de santé pour améliorer la vie des Palestiniens, et la restauration

pour un usage communautaire de bâtiments historiques à l'abandon. Entre autres activités, l'Association Bien-être a converti un bâtiment byzantin en Centre de Travail Communautaire d'Al-Quds, et un khan (hôtel) public en Centre d'Etudes Universitaires d'Al-Quds. Ces efforts aident à garantir une présence institutionnelle palestinienne dans la Vieille Ville et à attirer les touristes étrangers.

Etant donné l'absence d'aide gouvernementale et internationale, les initiatives issues de la base visant à garantir la survie du secteur touristique ont toujours été la norme à Jérusalem-Est. Plus récemment, des experts palestiniens du tourisme de Jérusalem-Est, tels que le Groupe Touristique de Jérusalem, ont accru leurs efforts pour développer un nouveau paradigme touristique dans le but de défaire les obstacles imposés par Israël au développement de ce secteur (10).

La diversification de l'offre touristique est au cœur de cette initiative. L'idée, c'est de construire une seule identité palestinienne pour cette offre, tout en développant simultanément de nouveaux types de tourisme qui ne soient pas fondés que sur le pèlerinage, comme des tours qui s'intéressent à la politique, la culture, l'écologie et le divertissement. Un changement de ce genre pourrait par ailleurs vaincre la saisonnalité du commerce touristique de Palestine.

« Malgré les obstacles économiques auxquels elle fait face, Jérusalem-Est demeure au premier plan des stratégies de souduage de la société civile palestinienne. »

Il existe également des tours politiques de Jérusalem-Est organisés par les Tours Alternatifs qui, par exemple, emmènent les visiteurs jusqu'à la colonie de Pisgat Zeev à Jérusalem-Est, d'où ils ont une vue sur le Mur et le camp de réfugiés de Shouafat, ce qui leur permet de mieux connaître la politique israélienne illégale de colonisation.

Pour assurer la viabilité de ce genre de tours, ces initiatives cherchent à impliquer la communauté palestinienne au-delà de ces Palestiniens qui travaillent en tant que voyageurs ou autres spécialistes dans le secteur touristique. Les projets futurs visent à développer les tours communautaires et les coopératives touristiques qui favorisent les échanges entre touristes et locaux. Ces initiatives encouragent par ailleurs les partenariats avec des secteurs directement ou indirectement liés au tourisme tels que les secteurs du commerce, de la culture, de la religion, de l'informatique et de l'éducation.

L'Association Dalia, fondation communautaire ainsi qu'une organisation qui accorde des subventions, promeut elle aussi le subventionnement et le développement sous contrôle communautaire pour accroître la responsabilisation des initiatives locales et réduire la dépendance à l'aide des donateurs. Elle a concentré ses efforts sur la mobilisation de ressources et leur connexion avec les communautés palestiniennes locales et internationales, en se fondant sur le principe que chaque communauté palestinienne devrait identifier ses

priorités et choisir la façon d'utiliser ses ressources. Par exemple, pendant le mois de Ramadan de l'été 2016, l'association a lancé le programme «Fonds de Jérusalem» qui s'applique à soutenir les familles dont les maisons ont été démolies et à donner du pouvoir à la jeunesse de Jérusalem grâce au programme «Responsabilisation et subventionnement de la Jeunesse». Les dons ont été canalisés par ce fonds et un comité composé de résidents communautaires a décidé de leur attribution afin qu'ils satisfassent aux priorités locales.

Le secteur privé palestinien et les banques palestiniennes ont également récemment commencé à investir à Jérusalem-Est. Le Fonds d'Investissement de Palestine a annoncé en septembre qu'il investirait dans le développement d'infrastructures touristiques à Jérusalem Est en rénovant les hôtels existants et en construisant d'autres. Par ailleurs, alors que les banques des TPO n'ont jamais proposé depuis 1967 de prêts à l'habitat aux résidents palestiniens de Jérusalem Est, trois banques ont récemment décidé de procurer ce genre de prêts à partir de fonds reçus de la Banque de Développement Islamique.

Rehausser le *Soumoud* à Jérusalem Est

Alors que le développement économique et social ne peut se faire sans avancer sur le plan politique, développer le *soumoud* à Jérusalem-Est peut consolider la présence palestinienne et améliorer la qualité de vie des Palestiniens. Vous trouverez ci-dessous quelques suggestions et recommandations sur la façon de rehausser le *soumoud* dans la ville.

* **Imaginer Jérusalem** : Parce que les initiatives entreprises à Jérusalem-Est sont souvent fragmentées et manquent de vision et de stratégie nationales claires, il est vital pour les Palestiniens de formuler un projet pour Jérusalem en répondant à cette question : « Dans quel genre de Jérusalem voulons nous vivre d'ici dix ans, et que devrions nous faire pour réaliser cette vision ? » On peut assurer la participation populaire et communautaire au développement de la vision en mettant en place des partenariats ou des réseaux basés sur la communauté parmi les institutions de Jérusalem Est. Ceci renforcerait le tissu institutionnel et favoriserait la coopération. Il faudrait aussi mettre en place des mesures permettant de s'assurer que tous les acteurs seraient tenus pour responsables de la mise en oeuvre des stratégies.

* **Conditionner Jérusalem** : On pourrait réaliser le développement du secteur touristique en promouvant le tourisme local et en commercialisant Jérusalem Est dans un emballage palestinien, comme celui qui consiste à s'arrêter à Hébron, Bethléem, Jéricho, Jérusalem, Naplouse et Nazareth (11). Cette entreprise requiert une mise en réseau et des partenariats parmi les organisations touristiques palestiniennes, dont Jérusalem Est et la région de 1948. On pourrait également impliquer les écoles dans

le développement du tourisme domestique en organisant des visites de la Vieille Ville et d'autres sites touristiques majeurs. Ces activités aideraient à développer des liens économiques entre l'économie de Jérusalem Est et le reste des TPO.

On pourrait aussi commercialiser Jérusalem Est dans un emballage régional, tel celui qui inclurait des visites de Amman, Jarash, Petra, Aqaba, Jéricho et Jérusalem. Ainsi, les touristes qui ne voyagent pas que pour des raisons religieuses séjourneraient vraisemblablement plus longtemps à Jérusalem Est, augmentant ainsi la part de la ville dans le marché touristique et en faisant une destination culturelle aussi bien que religieuse.

« Il est vital pour les Palestiniens de répondre à cette question : dans quel genre de Jérusalem voulons nous vivre dans dix ans, et que devrions nous faire pour réaliser cette vision ? »

Une campagne de tourisme islamique pourrait, elle aussi, être profitable. L'AP pourrait travailler avec les pays musulmans d'Asie et d'Afrique pour organiser des circuits de pèlerinage à Jérusalem en coopération avec les agences de voyage jordaniennes et palestiniennes en Israël.

Pour autant, pour faire aboutir le projet ci-dessus, il est vital de développer une stratégie promotionnelle claire pour Jérusalem Est, d'assurer la coordination des agences de voyage dans les TPO et dans la région de 48, et de développer de meilleures infrastructures touristiques à Jérusalem Est en augmentant le nombre de chambres dans les hôtels palestiniens. Il est également essentiel d'améliorer la commercialisation en utilisant les médias numériques et sociaux ainsi que la participation aux foires et conférences touristiques. Enfin, il faudrait développer l'expertise de ceux qui travaillent dans l'industrie touristique pour assurer une qualité de service compétitive. La communauté internationale pourrait jouer un rôle important en finançant ces efforts.

*** Promouvoir la productivité :** Il faut reconstruire la capacité productive de l'économie de Jérusalem Est pour améliorer son avantage concurrentiel. On peut le faire en exploitant son atout stratégique que la Vieille Ville et en promouvant la production de marchandises de haute qualité. Investir dans de petites entreprises, surtout dans l'artisanat traditionnel, aiderait grandement à atteindre ce but.

*** Il faudrait aussi créer un fonds de développement pour Jérusalem Est qui pourrait remplir différentes fonctions, entre autres aider les marchands de la Vieille Ville à payer leur facture fiscale exorbitante, financer les programmes d'aide sociale, fournir des fonds aux écoles pour compenser les efforts d'Israël pour couper les financements si elles n'appliquent pas les programmes qu'il met en place, promouvoir des investissements publics et privés dans les équipements touristiques et les projets de logement des familles pauvres, développer des infrastructures économiques et acheter des propriétés pour**

les institutions palestiniennes afin de surmonter les difficultés financières associées au paiement des loyers. Le secteur privé palestinien, les banques palestiniennes et la diaspora palestinienne, entre autres, pourraient aider à installer et à financer ce fonds.

À côté des mesures économiques ci-dessus, les mesures politiques ne sont pas moins importantes. Les délégations internationales peuvent jouer un rôle majeur en faisant pression sur Israël pour qu'il rouvre des institutions telles que la Chambre Industrielle de Commerce et la Maison d'Orient, et en investissant dans le développement du tourisme palestinien. Enfin, la communauté internationale a la responsabilité de faire rendre compte à Israël de l'occupation illégale et de l'annexion de Jérusalem Est, et d'aider à construire un nouveau paradigme fondé sur le respect des lois internationales et des droits de l'Homme.

Notes :

1. L'auteure remercie le Bureau palestino-jordanien de la Fondation Heinrich Böll pour son partenariat et sa collaboration avec Al-Shabaka en Palestine. Les points de vue exprimés dans cet exposé politique sont ceux de l'auteure et ne reflètent donc pas nécessairement l'opinion de la Fondation Heinrich Böll.
2. Ces statistiques se fondent sur l'ouvrage de Michael Dumper, *La Politique de Jérusalem Est depuis 1967* (New York : Columbia University Press, 1997).
3. Le gouvernorat de Jérusalem tel que défini par l'AP a des limites géographiques et de districts différentes de celles de la zone municipale israélienne de Jérusalem. Pour l'AP, Jérusalem Est fait partie du Gouvernorat de Jérusalem qui comprend les zones J1 (la partie de Jérusalem qui a été annexée par Israël en 1967) et J2 (le reste de Jérusalem qui est sous administration palestinienne).
4. On manque de données officielles fiables sur l'industrie touristique à Jérusalem Est, excepté celles qui concernent les affaires héliées ; d'où l'utilisation de ces statistiques pour évaluer le secteur.
5. Cette section s'appuie sur une étude publiée en arabe par l'auteure et l'Institut de Recherche en Politique Economique de Palestine (MAS) intitulée « L'état Actuel des Marchés dans la Vieille Ville de Jérusalem », 27 juillet 2016. On peut trouver l'original en arabe [ici \(http://mas.ps/files/server/20162007102911-2.pdf\)](http://mas.ps/files/server/20162007102911-2.pdf).
6. Cité dans le papier publié par MAS, opus cité.
7. Le Haut Comité pour les Affaires de Jérusalem a été créé en 2005 et présidé par Ahmad Qorei, alors premier ministre de l'AP. Avec l'AP et le Comité Exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine, il joue le rôle de

référence principale pour tout ce qui concerne Jérusalem.

8. Le pourcentage de Juifs vivant dans la Vieille Ville a été calculé grâce aux statistiques disponibles dans l'agenda 2015 publié tous les ans par la Société Académique Palestinienne pour l'Étude des Affaires Internationales. Il y avait 3.350 Juifs vivant dans la Vieille Ville, comparés à un total de 33.350 Musulmans, Chrétiens et Arméniens.

9. Publication PNUD, à paraître.

10. Interview avec l'auteure, 20 mai 2016, Jérusalem-Est.

11. Les discussions tenues en 2016 dans différents ateliers par la Société Académique Palestinienne pour l'Étude des Affaires Internationales (PASSIA) traitaient de cette stratégie, et un participant à une conférence économique tenue par l'Institut de Recherche en Politique Economique de Palestine a également proposé cette idée.

Nur Arafeh est chargée de mission politique à Al-Shabaka, Réseau Politique Palestinien. Auparavant, elle a travaillé comme chercheuse à l'Institut Ibrahim Abu-Lughood des Études Internationales à l'université de Birzeit, comme chercheuse associée à l'Institut de Recherche en Politique Economique de Palestine (MAS) et comme chargée de cours d'Économie au Collège Bard Honors d'Al-Quods, Université d'Al-Quods. Nour a un double diplôme en sciences politiques et en Économie de Sciences Po (France) et de l'université Columbia (USA), et elle détient une maîtrise des Études de Développement de l'université de Cambridge (Royaume Uni). Ses principaux domaines de recherche concernent l'économie politique du développement au Moyen Orient, sociologie et politique de développement, et les formes économiques de résistance.

Traduction : SF et J. Ch pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al-Shabaka](#)

date créée
2016/12/19